

新冠战役

LUCY ADAMS

COVID BATTLE

La première grande bataille
hybride de la 3^e guerre mondiale.

AVERTISSEMENT – Ce document est une fiction.
Toute ressemblance avec des faits réels est probablement
intentionnelle. Toute tentative de prise au sérieux complète
de ce texte est fortement déconseillée, sauf si vous êtes
en train de faire un doctorat en dissonance cognitive.



©2025 – OrangeAmère Éditions, Bruxelles.

Traduit de l'anglais par Vivien Duchesnes.

Publié originellement par BoldItalic, New-York.

PROLÉGOMÈNE

À CONTRE-LUMIÈRE

Il ne s'agit pas d'un rapport. Ni d'une chronique rigoureuse. Encore moins d'un livre de médecine.

CovidBattle est une enquête fictive autant qu'une fiction enquêtée. Une tentative de lire cette crise non comme un accident sanitaire, mais comme un basculement stratégique. Ce petit essai ne cherche ni à convaincre, ni à rassurer. Il s'efforce simplement de déplacer les lignes : narratives, politiques, mentales.

Car ce que nous avons traversé ne se réduit pas à un virus et quelques courbes. Derrière les gestes barrières et les regards masqués, c'est une reconfiguration du monde qui s'est jouée : renversement du langage, mutation du pouvoir, brouillage des repères démocratiques sur fond

de guerre froide techno-sanitaire, de tensions sino-américaines exacerbées et de redéploiement silencieux des blocs.

Mais pour lire cela, il faut changer d'échelle. Cesser de regarder à hauteur d'homme, de ses fièvres, de ses peurs, de ses souffrances. Observer les flux, les stratégies, les narratifs qui façonnent les rapports de force – là où l'individu ne compte plus, sinon comme une variable d'ajustement.

J'ai croisé les genres : fiction, ironie, journalisme – pour tenter de capturer une crise qui défiait toutes les catégories. Ce qui m'importe, c'est la fissure dans les narratifs et les slogans. Dans un monde saturé de récits verrouillés, semer le doute est peut-être le geste le plus subversif – et le plus nécessaire.

Rien ici n'est à prendre au pied de la lettre. Mais tout mérite d'être interrogé.

Bienvenue dans la zone hybride.

– Lucy Adams

COVID BATTLE

**La première grande bataille
hybride de la 3^e guerre mondiale.**

ACTE I

LA COLÈRE DU BAIJIU

Tout débute dans un bar clandestin de Pékin, un repaire où les néons clignotent comme des lucioles sous acide et où l'arôme du baijiu – ce nectar brûlant capable de tirer un panda de sa torpeur – flotte tel un refrain de cantopop éraillé. Xi Jinping, maître autoproclamé du Grand Jeu de Go planétaire, est affalé dans un coin, l'œil rivé à son smartphone rutilant. En ce 6 décembre 2018, une nouvelle s'abat tel un déluge de nems avariés : Meng Wanzhou, sa nièce de cœur – Business Impératrice de la 5G, Dragonne des Finances chez *Huawei* – vient d'être coffrée au Canada, engluée dans les filets glacés de la Maison-Blanche. « *Quoi ? Ils osent effleurer ma Meng, mon Lotus Étoilé de la Connectivité ?* », rugit Xi, le visage empourpré comme un piment sichuanais calciné sous un soleil d'été. Cet outrage au drapeau rouge étoilé,

cette claque en pleine poire placardée à la Une mondiale, sonne tel un sombre présage ; car en Chine, l'honneur public est un sceau de jade – tout affront jeté aux quatre vents convoque un karma grondant des Dix Enfers.

La techno 5G que les Américains défient en capturant Meng Wanzhou, c'est l'arme secrète de Xi – un lacis de mâts s'élançant comme des pagodes futuristes, noyant le globe sous des gadgets à deux yuans : grille-pains jasant pour Pékin, pandas en peluche vous épiant en douceur. Nul besoin de tanks quand vos ennemis sombrent dans des oreillers susurrant des haïkus patriotiques au creux de leurs rêves. « *Un tigre rusé dissimule ses griffes sous un bol de nouilles fumantes* » – ainsi va la maxime de Xi, un précepte puisé dans les annales de Lao Tseu, qui guide son art de la conquête.

Dans un recoin du bar, Chen Tao, savant aux lunettes fines comme des baguettes de jade, darde un sourcil, flairant une proie. « *Aspirez-vous à les terrasser d'un miasme malin, ô reptile de l'Empire Éternel ?* », lance-t-il à Xi Jinping. « *On peut vous mitonner un germe masqué en rhume de pangolin...* » Chen claque des doigts – pop ! – et un écran s'allume, baignant la pièce d'un éclat rougeoyant ; une carte

se dévoile, des flèches zèbrent l'Ouest, un pangolin narquois cligne de l'œil.

Le Président Xi Jinping pivote sur ses talons, les yeux flambant comme des lanternes de Nouvel-An. Une vision le foudroie : un virus hérissé d'épines, tel un feu de Bengale, transperce l'Occident de dards vengeurs ; le pangolin vert kaki, char à écailles, présage les armées ennemies fauchées par des ombres furtives. « *Par le jade céleste* », clame-t-il, un éclat rauque jaillissant, « *la technologie micrométrique de notre Empire les fera s'empaler sur le miroir brisé de leur arrogance !* » Xi glousse, ses doigts frémissant d'un élan prêt à déchaîner une tempête virale. Un serveur, l'air réjoui, pose un plateau sous son nez – chips d'ailes de chauve-souris, craquantes et tièdes, clin d'œil du destin.

À cet instant précis, la première grande bataille hybride de la Troisième Guerre mondiale s'esquisse – une guerre sans uniforme, mais avec du gel hydroalcoolique, des slogans recyclés et des fact-checkers sponsorisés.

ACTE II

LE TANGO VIRAL

18 octobre 2019, Wuhan, cité grouillante au cœur de la Chine. Les Jeux mondiaux militaires battent leur plein – 9000 athlètes, étendards claquant au vent. Xi Jinping pose pour des selfies avec les médaillés et BingBing, poisson-spatule au bord de l’extinction – un clin d’œil taquin du Président à l’éphémère. Une odeur de testostérone plane, une tension guerrière suinte du général McGunner, colosse des US Corps. « *Semper fidelis, je me les ferais bien, ces croqueurs de tofu* », grogne-t-il, la mâchoire crispée. Il ferait mieux de ravalier son orgueil. Car 24 heures plus tard, il grelottera dans son lit, 40 °C au front, blême telle la serviette collante du NoodleKitchen, bouge chinois de FrederickCity où il engloutit des rouleaux de printemps entre deux missions. Ce qu’il ignore, c’est qu’en bombant le torse dans les allées du

village olympique, pectoraux luisant sous son t-shirt camouflage, il a aspiré un piège retors de Xi – un souffle de chauve-souris frelaté, amuse-gueule biotech pour faire tousser les délégués et taquiner les états-majors. « *Un hors-d'œuvre avant le festin* », glousse Xi, ses lunettes xibernétiques scintillant comme des germes mutants – A-G-U-A-C – prêts à semer le chaos.

Le même jour, à New York, l'Event 201 – simulation pandémique du Johns Hopkins Center for Health Security, du World Economic Forum (WEF) et de la Fondation Bill & Melinda Gates – s'ouvre au Pierre Hotel, palace feutré où des candélabres Empire nimbent de lumière des tentures damassées, des colonnes en faux marbre et des tapis persans élimés. Klaus Schwab, maître du WEF, aussi avenant qu'une sentinelle de la Bundeswehr, surgit en chemise à col Mao, boutons de manchettes ornés d'un serpent ailé doré – reliés par satellite au Wuhan Vocational College of Software and Engineering Gymnasium, où Xi suit le débat via ses lunettes xibernétiques, un œil braqué sur l'Upper East Side, l'autre scrutant les épreuves de lutte. Bill Gates se tient à ses côtés en blouse de soie à surpiqûres – hommage subtil à son zèle vaccinal – et savoure un café bio à la farine d'in-

sectes, un rictus aux lèvres. Les deux mandarins, médaillés de l'Ordre Mondialiste du Chaos Caché, portent un ultimatum : « *Relâchez la Princesse de Huawei, le Divin Canard Laqué de la Bande Passante, ou ça va tousser méchamment* », grincent-ils, leurs prunelles luisant d'un Occident à genoux.

Les Américains s'esclaffent. « *Une pandémie ? Pff, No Problem, Make The Virus Great Again !* », braille un stratège ventru, engloutissant un burger triple bacon au caviar, arrosé d'un Château Cheval Blanc 1982. Les Yankees, gorgés de suffisance, ne flairent pas la tempête ninja qui se dessine. À Wuhan, Xi Jinping manque de s'étrangler avec son thé vert Dragon Well. « *Ils sont bornés tel un panda ivre coincé dans un bambou creux* », grogne-t-il, avant d'ordonner au labo : « *Que le souffle du grand Tao noir les noie dans un brouillard plus traître qu'une rosée d'aube voilée !* »

Et là, dans l'ombre d'un vestiaire moite, puant le tofu aigre et les germes naissants, tandis qu'à New York le salon d'un palace brille comme le pont du Titanic avant l'iceberg, le Covid jaillit sur la piste d'un bal masqué, prêt à faire valser la planète jusqu'au vertige. L'attaque provient un mois plus tard d'un marché crasseux de

Wuhan, où un pangolin zigouillé, tartiné d'une sauce virale, joue les leurres d'une zoonose. En quelques semaines, ce coulis maudit franchit les frontières, porté par les vents mondialisés des échanges : touristes en tonges, cargos régurgitant des colifichets, valises gonflées de babioles – et, soyons francs, par les blanchisseuses de quartier crachant une vapeur pathogène sur les cols de l'Occident, lavant l'honneur de leur terre à grands jets brûlants.

ACTE III

LE RÉVEILLON DU TIGRE

Le 31 décembre 2019, Xi Jinping pose une pierre fatidique sur le Grand Jeu de Go planétaire. Tedros Adhanom Ghebreyesus, son pion à l'OMS, pièce maîtresse du *soft power*, annonce qu'une pneumonie virale, mortelle et hors contrôle, se répand dans une métropole chinoise. Précisément à Wuhan – là où un labo P4 bidouille des coronavirus de chauve-souris taillés pour une guerre hybride ; là où l'ambassade US à Pékin a sonné l'alarme sur des failles en 2018 ; là où les soldats ricains ont chopé en octobre un germe suspect. À Washington, la Maison-Blanche bascule en PANIC DEFCON 1 : des notifications d'urgence crépitent dans les *Happy New Year Parties* comme un ruban de pétards chinois. Des GI

Joe en smoking, des Lara Croft en robes pailletées, arrachés aux flûtes pétillantes, troquent les baisers sous le gui pour des briefings frénétiques. Le général McGunner, t-shirt kaki scintillant de sequins festifs, fait crisser les pneus de son Hummer M998 dans le parking du Pentagone, titubant d'un réveillon trop arrosé mais l'œil acéré. « *Un microbe asiatic ? On va le javelliser au lance-flammes, l'Amérique ne flanche pas pour ça !* », braille-t-il, son haleine lourde de bourbon et de bravade.

Le boss de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, laquais chinois sous couverture, a peaufiné son look de gogo perdu – un truc pioché dans le manuel du *deep state* pour semer le chaos en moulinant l'air comme une éolienne de Wenzhou. Il convoque illico 346 séances stratégiques, orchestre 87 conseils de crise mondiale, monte 98 groupes scientifico-militaires – tout pour que les gens s'engueulent, que le bordel ambiant explose, et qu'aucune décision n'émerge. Les cas s'amoncellent, les hôpitaux s'affolent, et, sans masques venus d'Asie – le trafic avec Shanghai est coupé –, les soignants trinquent. Les gouvernants occidentaux dégagent un verbiage martial – « *Guerre ! Combat ! Ennemi ! Chinese Virus !* » – mais

nul n'en décrypte le sens caché. Dans l'ombre, les galonnés et les agences de renseignement imposent un joug autoritaire aux populations hagardes.

À Bruxelles, Paris ou Berlin, les éléments de langage tombent comme des bulletins météo synchronisés. Les cellules de crise s'activent, relisent le Système de Verrouillage Narratif (SVN), document de référence qui balise l'acceptable, archive le doute, et reconduit l'incertitude vers le silence. La censure s'abat sur les réseaux sociaux, bâillonnant quelques experts critiques, étouffant la parole libre tel un second masque, plus invisible et plus efficace encore.

Vautré sur des coussins brodés, Xi jubile – maître du monde, ou presque. « *L'arrogance yankee s'effiloche sous le supplice des cent coupures, tel un cerf-porc succombant sous les griffes du tigre à l'aube blême* », philosophe-t-il.

Pour la façade, quelques gueux de sa population ont été saupoudrés de virus, livrant aux agences de presse du monde entier des vidéos 4K HDR de confinements cruels, de spasmes fatals et des corps qui s'écroulent – une broutille face à un milliard et demi de sujets prêts à mourir pour son drapeau.

ACTE IV

LA SPIKE DU COBRA

Xi Jinping, *control freak* jusqu'au bout des ongles, minute le chaos comme un horloger maniaque. Chen Tao, le savant foldingue aux lunettes fines, lui a bâti un QG techno-dément : une salle d'obsidienne pulsant d'écrans biomorphiques, où une carte 4D holographique vrombit en suspension – un lacinis de filaments noctulescents traquant en temps réel les pertes ennemies, courbes de cas zigzaguant en rouge sang, chiffres économiques s'abîmant en vrille. Sous une cloche de verre scintillante, surmontée d'un pangolin casqué, trône son chef-d'œuvre : le « Spike du Cobra MRNA986 », un vaccin truqué destiné aux Yankees – la pomme empoisonnée de Blanche-Neige, nappée d'un caramel de jujube. Dans ce brouet toxique, un zeste de HIV, un clivage de furine dopé, un soupçon de promoteur cancérigène, un filet

d'ADN frelaté, une pincée de graphène, des nanorobots égarés – une mixture qui empeste le rat crevé, mais que l'Occident accueillera comme un vin d'osmanthus millésimé. « *Chen, tes neurones tordus honorent l'Empire – les ribosomes flétris de l'Occident feront germer des épines protéinées de ma vengeance* », exulte Xi, ses yeux brillant à l'idée d'embrocher l'ennemi avec des sabres d'un dixième de micron. Nul ne sait à qui Chen a refile la recette – un secret aussi bien gardé qu'un coffre sous le Palais d'Été. Pourtant, mi-2020, les gros bras du vaccin annoncent, à quelques jours d'écart, la mise sur le marché d'une injection « sûre et efficace », synchronos comme un vol de frelons sur du bacon juteux, tous brandissant la même techno mRNA.

Boston, USA. La ville est bouclée. Des bagnoles de flics protègent un bunker opalin au 325 Binney Street, ses baies vitrées luisant sous un ciel gris. Les sirènes gueulent ; les Starky et Hutch locaux, Ray-Ban vissées, Glock 22 en pogne, jouent les durs. Un convoi militaire déboule à fond la caisse. Le général McGunner jaillit, béret vert frétilant, et charge vers l'entrée flanquée des lettres rouges – Moderna – comme un taureau sous amphètes. Mission :

sécuriser 100 millions de doses avec cette biotech, vieille copine des sous-traitances louches – des tiques biomilitaires dressées à mordre en rythme, des moustiques drones lâchant la fièvre tropicale, ou un savon toxique pour routiers qui fait fondre les paluches avec un rictus.

Moderna, c'est le rêve US pur jus – un soleil ribonucléique qui perce après l'orage. Cette biotech du Massachusetts, nichée à deux pas du MIT, de l'autre côté de la Charles River, a pondu un vaccin mRNA en un week-end – une conquête vaccinale plantant la bannière étoilée sur une Iwo Jima de corps brûlants. Mais sous la fable Marvel de superhéros, des ombres glauques surgissent : une séquence génétique brevetée en 2016, tapie dans le virus et le vaccin – ô jackpot cosmique, une chance sur trois milliards – et des liens troubles avec le WEF et la Chine, via l'agenda sulfureux du patron. Quand Mike Remeex, animateur nazillard de WKNX 78.3, radio complotiste du Midwest, le cuisine sur ces bizarreries, McGunner explose le micro comme une tronche de vietcong, bave aux lèvres, éructant en mode pitbull déchaîné : *« M'en vais vous faire bouffer vos complots, face de jellybean ! Mes potes moder-*

nistes sauvent le monde – s'ils fricotent avec Wuhan, c'est une infiltration sous couverture, bande d'œufs mollassons !» Le technicien, flairant le studio au bord du napalm, balance *Sweet Home Alabama* des Lynyrd Skynyrd ; McGunner se fige au garde-à-vous, crise désamorcée. Il file illico en hélico UH-60 Black Hawk vers la FDA – pas le temps d'expliquer la guerre à des sous-citoyens avachis devant un matcha latte au lait de soja et un cookie végan. À Silver Spring, Maryland, les bureaucrates du médoc lui promettent un feu vert express – le jus miracle glisse par un canal militaire accéléré, tapis rouge déroulé, œillères sur les écarts des tests et les effets secondaires en cascade. L'EMA valide dans la foulée. L'OTAN s'aligne, docile.

À l'Ouest, c'est la débandade – un capharnaüm qui pue le roussi. Le bloc otanien avait tout misé sur les vaccins, mais ils s'effondrent comme un soufflé percé. Les sociétés se déchirent, au bord du grand clash : « *Vaccinez tout le monde de force, au pas cadencé !* », braillent les uns, seringues et décrets en main ; « *Pas question, ma liberté, c'est ma barricade !* », ripostent les autres, soldats-citoyens arc-boutés sur leurs Tiananmen de pavés. Les

effets secondaires déferlent en cascade – myocardites, thromboses, dégâts neurologiques, cycles menstruels en vrille – et les inoculations fauchent plus que le virus, un carnage masqué par des élites bidouillant les chiffres, des passeports sanitaires faussement sûrs, des mensonges cousus de fil blanc, aussi solides qu'un slip en viscose assemblé à la chaîne dans un atelier surchauffé de Tianjin.

La perte de contrôle occidental frôle le sublime – une valse du chaos entre l'Opéra de Pékin et une foire aux cochons. Xi Jinping, calé dans son palais, savoure ce triomphe. Mais l'heure des tractations sonne : Xi a besoin de l'Ouest pour remplir les caisses – l'honneur, c'est bien joli, mais les trésoriers du Grand Empire grincent des dents quand les coffres sonnent creux. « *Même le Général du Tonnerre garde ses yuans au sec, car nul ne paie le thé avec des applaudissements...* », murmure-t-il, sa devise claquant tel un proverbe jailli d'un *fortune cookie*. Xi lève son verre – à la victoire, au pognon, à l'honneur, à la 5G, et à la rigolade.

J'ai voulu comprendre.
J'ai suivi les dates,
les chiffres, les procédures.
J'ai recoupé les communiqués,
les silences, les revirements.
J'ai traversé les narrations comme
on traverse un champ miné.
Mais rien n'est jamais net.
Il y a des lignes sous les lignes.
Des versions dans la version.
Et peut-être que c'est fait pour ça.
Pour que ça ne tienne pas.
Pour qu'on ne sache jamais
si c'est une erreur, ou un plan.
Alors on doute.
Et ce doute aussi est géré.
Voilà.

Fin de transmission.
Reprise du programme.

ACTE V

LA TROISIÈME FRONTIÈRE

C'est là que la Suisse entre en jeu. Ce confetti alpin a fait de la neutralité, métissée de capitalisme, un art politique sans faille : des amitiés partout, des inimitiés nulle part, et du pognon dans toutes les poches. Pour apaiser les chamailleries globales sous le drapeau multilatéral, la Suisse, charmeuse de serpents, héberge dans ses cités fleuries les pires canailles – OMS, OMC, ONU, GAVI, WEF – une liste aussi longue que le tunnel du Gothard.

Le président Xi Jinping n'apprécie guère ces montagnards distants qui l'ont snobé en 2017, oriflammes tibétaines claquant au vent. « *Un Suisse ne vaut rien s'il n'est pas d'abord chinois* », grogne-t-il, une maxime qu'il rêverait d'imposer à la planète entière, pas seulement à ces amateurs de chocolat troué. Pourtant, Xi couve un petit crush pour Alain Berset,

ministre helvétique de la Santé, dont le sourcil broussailleux et le crâne chauve évoquent un moine shaolin égaré dans une vallée de mélèzes. Un éternel feutre sur la tête, le verbe lent, son look oscille entre un Lucky Luciano de Gruyère et une tortue à carapace molle du Yunnan.

À Berne, dans son bureau ouaté, Berset scrute les clichés de quelques contestataires aspergés par les canons à eau. « *Vivifiant, ce petit bain de foule* », marmonne-t-il, sourire en coin. Le téléphone sonne. Xi surgit au bout du fil : « *Alain, mon Neutre Préféré, libérez Meng la Suprême, Berceau du Monde Connecté, et je rends vos libertés décadentes. Sinon, ça toussera plus fort qu'un chamois grippé !* » Berset soupire, essuie une goutte de fondue collée à son veston, et songe que jouer les médiateurs entre titans, c'est comme arbitrer des sumos avec une cuillère en bois. Mais la Suisse est Impératrice du Consensus – et lui, sans jamais se grouiller, peut tout piloter, même un conflit mondial, avec la solennité d'une vache reine de la race d'Hérens.

Le dossier s'emballe comme une luge Davoser homologuée OTAN niveau 5 : Berset active le Protocole Edelweiss, dispositif de médiation à haut risque, testé une seule fois pendant la crise

de l'Emmentaler contrefait de 1997. Il passe des coups de fil à Londres, Berlin, Bruxelles, Montréal, Washington. Il troque son attaché-case contre un *flight-case*, monte dans un Pilatus furtif – *AirSchwiizEis* – orné d'un Cervin scintillant, et entame une tournée ultrasecrète de *shuttle* diplomatique. Par tous les temps, dans toutes les zones grises, il atterrit comme un gypaète barbu dans la poudreuse. Berset négocie dans des salons feutrés, des hangars désaffectés, des aéroclubs de province, des bunkers enfouis – jamais vraiment lentement, jamais vraiment pressé, toujours au pas sûr du montagnard qui connaît la pente et le sommet.

Jusqu'au jour où, près de la base militaire d'Avord, deux chasseurs français l'interceptent. Le ministre helvétique, seul à bord de son coucou, est forcé de se poser sur un terrain militaire classé. L'affaire sort dans les médias, menaçant de révéler le rôle secret de la Suisse. Les autorités noient le poisson avec l'aisance d'un patineur aveugle : « *Berset allait juste se taper une raclette au pâté berrichon.* » Mais pour les connaisseurs, le signal est clair – quelque chose d'inhabituel vient de se jouer.

Le 24 septembre 2021, Meng, Prunelle des Grandes Écoutes Mondiales, s'arrache enfin

aux géôles canadiennes – extraite comme un cristal des Alpes sous haute surveillance, via un accord discret et sur-mesure. Un coup de maître-horloger que Berset ponctue, comme toujours, par sa devise nationale : « *J'ai fait aussi vite que possible, mais aussi lentement que nécessaire.* »

À Pékin, Xi jubile. « *Meng, Reine des Antennes Subtiles, virevolte hors des griffes barbares tel un cerisier en fleur secouant la rosée d'une averse étrangère !* » Sa joie déborde, un tsunami de rires qui éclabousse les murs, tandis qu'un valet glisse un plateau de raviolis vapeur – fumants, jaunes et dodus, comme de petits soleils célébrant le triomphe de l'Empire du Milieu.

ACTE VI

LE BAL DES MINISTRES

Le 29 octobre 2021, Rome brille sous les spots du G20 Santé, vitrine polie d'un nouvel ordre sanitaire mondial. Derrière les sourires crispés, l'Europe ploie devant Tedros, maître de l'OMS, émissaire du Grand Empire. « *Amen to the great vaccine, safe and effective. You'll own nothing and you'll be happy* », ânonne-t-il avec un phrasé aussi incertain qu'un panda ivre sur un ponton de bambou. Les ministres applaudissent, un peu groggy – les Américains tirent la tronche, les Italiens froissent leurs vestes trop cintrées, les Allemands hochent la tête avec une régularité métronimique, tandis que les Français lorgnent déjà sur les petits fours diplomatiques. Dans cette atmosphère de fin de règne, sous des plafonds trop chargés pour

être honnêtes, le « Pacte de Rome » est signé – stylos d’or ou crayons mâchonnés, chaque nation scelle son renoncement avec la solennité d’un enterrement de première classe. La souveraineté sanitaire mondiale s’effrite sous la botte chinoise, laissant Xi Jinping, maître des pendules et des virus, déclarer les pandémies à sa guise et les plier à son gré. Tedros, en bouquet final, bredouille une dernière offrande : « *This very bad virus will be grounded for eternity in the P4 lab of Switzerland.* » Car oui, la Suisse ne conserve pas que les lingots des cartels dans ses coffres feutrés ; elle héberge aussi, à Spiez, coquette bourgade de carte postale, un laboratoire ultrasécurisé, sous contrôle militaire, où dorment sous cloche les cauchemars biologiques du globe – un mausolée neutre pour les terreurs virales.

Pour sceller cette paix de façade et tenir parole, Xi lâche Omicron – un variant suave, antidote discret, qui flotte comme un pétale sur un étang apaisé. La souche de Wuhan s’évapore, le vaccin devient hochet inutile, sauf pour quelques boomers grognons, cramponnés à leurs peurs et à leurs vérités comme à des transistors des sixties – rouillés, mais tenaces. La pandémie s’éteint. L’Occident respire – mal,

mais respire. McGunner retourne suer dans les salles d'entraînement du Pentagone. Chen Tao grimpe dans les rangs confidentiels de l'Ordre des Ciseaux Génétiques. Berset décroche un poste de secrétaire général au Conseil de l'Europe – la Suisse est trop étroite pour son génie.

À Pékin, Xi savoure son triomphe. « *Ce n'est que la première bataille* », prophétise-t-il. « *Car, tel un dragon tapi sous des stalactites d'ambre, nous hanterons les rêves carton-pâte de l'Occident.* » Et il voit clair – ses coups d'avance s'amoncellent comme des tuiles de mah-jong : voitures électriques klaxonnant les berlines allemandes jusqu'à l'asphyxie ; ovnis antigraité narguant les bases yankees ; ballons-espions gorgés de gaz anxiogène flottant comme des lanternes farceuses au-dessus de la Caroline du Nord ; intelligences artificielles gratuites vidant les cerveaux de leurs certitudes comme un aspirateur discret mais opiniâtre.

Xi ôte ses lunettes xibernétiques, s'étire doucement, et s'accorde une sieste bien méritée – car toute guerre gagnée appelle un rêve de soie.

Loin, très loin, dans les étoiles, au Dernier Restaurant à la Fin de l'Univers – un tripot aux néons clignotants comme des pulsars fatigués – un Glurxien solitaire, peau squameuse et yeux

globuleux, enfonce dans son conduit auditif une capsule scintillante, dernier cri de la technologie d'écoute binaurale. Sur un écran flottant, translucide comme une méduse amnésique, il lit : « Fait divers : fin de la pandémie terrienne ». Il hausse ses épaules gélatineuses – geste millénaire d'indifférence molle –, laisse échapper un soupir d'éther astral, et marmonne dans sa langue inharmonique : « *Tous des parasites égocentriques là-bas. Leur sablier cosmique s'épuise. Et c'est tant mieux.* » Ses tentacules caressent quelques nouilles de plasma protéinées, puis il zappe vers une guerre nucléaire dans Gamma X678.33 – nettement plus juteuse que ces fièvres de pacotille.

– FIN –

**La
transparence,
c'est aussi
de ne pas
tout dire.**

#Officiel de l'OMS

**Vous ne
pouvez pas
penser par
vous-mêmes.**

#Chercheur suisse en neurosciences

CHRONOLOGIE PARALLÈLE

1^{er} décembre 2018

Meng Wanzhou, CFO de Huawei, est arrêtée au Canada pour fraude, sur demande des États-Unis (*Reuters*, US).

18–27 octobre 2019

Les Jeux mondiaux militaires se déroulent à Wuhan avec 9000 athlètes ; les médias rapportent que des soldats de plusieurs délégations sont rentrés malades (*Le Monde*, FR).

31 décembre 2019

Wuhan signale à l'OMS une « pneumonie virale inconnue » – 27 cas initiaux (*WHO Timeline*, int.).

11 janvier 2020

La Chine partage la séquence de SARS-CoV-2 (*Nature*, UK).

30 janvier 2020

L'OMS déclare l'urgence mondiale – 7 818 cas, 170 morts sur la planète (*WHO*).

Février 2020

Xi Jinping signe un décret de biosécurité ; Wuhan confine 11 millions d'habitants (*Xinhua*, CN).

11 mars 2020

L'OMS classe le Covid-19 comme pandémie ; l'Italie, premier pays occidental touché, confine (*WHO*).

Mai 2020

Le Département US de la Défense lance *Warp Speed* – 1,6 million de cas, 96 000 morts aux US (HHS, US; CDC, US).

Juillet 2020

Moderna teste son vaccin mRNA-1273, phase III, affirmant l'avoir développé en deux jours (*NEJM*, US).

30 octobre 2020

Les premières études disculpent le pangolin comme hôte intermédiaire principal du SARS-CoV-2 (*France Info*, FR).

18 décembre 2020

La FDA valide le vaccin Moderna via un canal militaire – 75 millions de cas mondiaux (FDA, US; WHO).

6 janvier 2021

En Europe, l'EMA approuve le vaccin Moderna (EMA, EU).

24 septembre 2021

Meng Wanzhou, CFO de Huawei, est libérée après un accord DOJ (*NYT*, US).

29-30 octobre 2021

Le G20 adopte le Pacte de Rome – 245 millions de cas, 4,9 millions de morts (WHO).

26 novembre 2021

Omicron est identifié en Afrique du Sud et se propage, devenant rapidement le variant dominant sur la planète (WHO).

Mai 2022

Tedros est réélu à la tête de l'OMS (WHO).

5 mai 2023

L'OMS lève l'urgence pandémique (WHO).

Juin 2023

Un rapport US penche pour une fuite de labo (ODNI, US).

26 août 2024

Mark Zuckerberg admet que le FBI a poussé Meta à censurer des contenus (*Reuters*, US).

2024

Des études révèlent la toxicité de la Spike et des impacts vaccinaux ; l'OMS pousse un traité pandémique contraignant (*The Lancet*, UK; *Reuters*, US).

Avril 2025

L'Académie des sciences française juge la fuite de laboratoire comme l'hypothèse la « plus probable » (*Le Télégramme*, FR). Plusieurs États américains, dont l'Idaho, adoptent des lois interdisant les vaccins à ARNm (*Axios*, US, 2025).

BILAN

Le bilan officiel fait état de 13,6 millions de décès (*WHO*). Plus de 13 milliards de doses de vaccins ont été administrées à travers le monde (*WHO*, 2023), et quelque 6 milliards de tests Covid réalisés (*Statista*). L'industrie pharmaceutique, elle, a engrangé plus de 100 milliards de dollars de revenus liés aux vaccins (*Reuters*, 2022). Les plans de relance cumulés dépassent les 10 000 milliards de dollars (*FMI*), tandis qu'aux États-Unis, les pertes économiques sont estimées à 12,7 trillions (*PLOS One*, 2023).

John Ioannidis – l'un des épidémiologistes les plus cités au monde – a évalué la létalité du virus à 0,23 % : soit 997 survivants pour 1000 personnes infectées (*Bulletin WHO*, 2021). Le Covid a touché de manière disproportionnée les individus âgés et vulnérables, épargnant en grande partie les autres. Ces chiffres, globalement rassurants, jurent avec la démesure irrationnelle de la riposte – indice, peut-être, d'un jeu plus vaste que la seule santé publique.

**Le virus
ne circule
plus, mais
les mesures
restent.**

*#Radio-télévision belge
de la Communauté française*

**Get a shot
and have
a beer.**

#Joe Biden, président des États-Unis

**Vous pouvez
choisir entre
le vaccin
ou la perte
de votre
emploi.**

#Gouverneur de Californie, 2021

CONTRE-RÉCIT(S)

La guerre hybride

Une guerre hybride est un affrontement dissimulé, sans champ de bataille ni uniforme : cyberattaques paralysant les réseaux, désinformation brouillant les esprits, pressions économiques asphyxiantes, voire propagation de virus semant la panique, sans qu'aucune puissance ne revendique l'offensive. Théorisé au tournant des années 2000 par Frank Hoffman aux États-Unis et Valeri Gerasimov en Russie, le concept est aujourd'hui intégré aux doctrines de l'OTAN. Ce type de conflit efface les repères traditionnels : il s'opère dans l'ombre, dissout les frontières entre guerre et paix, et parie sur l'ambiguïté pour désorienter. Les cibles ne sont plus seulement militaires, mais aussi institu-

tionnelles, économiques, sociales. Les acteurs ? États, groupes clandestins, réseaux transnationaux. Leur stratégie : rester invisibles, attiser les divisions, exploiter les vulnérabilités, fracturer le réel. Il ne s'agit plus de conquérir, mais d'affaiblir l'adversaire de l'intérieur.

La pandémie de *Covid-19* s'inscrit-elle dans cette logique ? Plusieurs indices peuvent le suggérer. Dès les premiers mois, l'empreinte militaire est palpable. En mai 2020, le Département américain de la Défense (DoD) prend la tête de l'opération *Warp Speed*, dotée de dix milliards de dollars, pour accélérer le déploiement des vaccins mRNA (HHS, 2020). La FDA active un canal d'urgence militaire pour contourner les procédures classiques (FDA, 2020). L'OTAN adapte son « Concept for Deterrence and Defence », intégrant les risques biologiques. Aux Pays-Bas, la ministre Fleur Agema révélera en 2024 que la gestion de la pandémie était placée sous autorité conjointe Défense-NCTV, en lien direct avec l'OTAN (*Tweede Kamer*, NL). En Suisse, une réunion OFSP-Défense de mars 2020 qualifie le Covid de « menace hybride potentielle » (*Le Temps*, CH ; *Swiss Govt*).

Les cyberattaques, elles, s'abattent avec une précision troublante. En décembre 2020,

l'offensive SolarWinds – attribuée au groupe russe APT29 – infiltre une mise à jour logicielle et pénètre 18 000 organisations, dont plusieurs agences fédérales américaines (*NYT*, 2020). En mai 2021, Colonial Pipeline, une entreprise clé de l'énergie, est paralysée par le ransomware DarkSide, provoquant des pénuries sur toute la côte Est (*Reuters*, 2021). Les hôpitaux sont également pris pour cible : plus de 650 établissements subissent des attaques en 2020, facilitées par les failles du télétravail (*Wired*, 2020). Le FBI enregistre un pic inédit : jusqu'à 12 000 plaintes par jour, soit une hausse de 300 % par rapport à 2019 (*IC3*, 2020). La pandémie semble avoir offert un terrain d'action idéal, pour les cybercriminels, mais aussi – peut-être – pour des acteurs étatiques.

L'économie mondiale vacille. En 2020, le PIB global chute de 3,4 % (FMI, 2020) et les pertes aux États-Unis sont estimées à 12 700 milliards de dollars (*PLOS One*, 2023). La dépendance stratégique à la Chine éclate au grand jour : en 2020, 70 % des équipements médicaux importés aux États-Unis provenaient de l'Empire du Milieu (*Brookings*, 2020).

La désinformation, enfin, s'intensifie – mais la censure aussi. En août 2024, Mark Zucker-

berg admet que le FBI a incité Meta à supprimer certains contenus liés au *Covid* (Reuters, 2024), confirmant les révélations des « Twitter Files » de 2023 sur des ingérences similaires. Des consortiums comme la Trusted News Initiative ou le Poynter Institute, via le réseau International Fact Check Alliance (IFCN), traquent les *fake news* avec une rigueur qui évoque davantage une stratégie informationnelle que le débat démocratique (Poynter, 2020). Les voix dissidentes sont systématiquement marginalisées, qu'elles questionnent les vaccins ou les origines du virus. Ce verrouillage de la narration n'a rien d'un fonctionnement sanitaire traditionnel.

Plusieurs chercheurs et analystes ont exploré cette piste. Sasha Latypova, pour le Brownstone Institute, avance que les vaccins mRNA étaient des contre-mesures stratégiques classées comme « prototypes » militaires sous les contrats OTA, échappant ainsi aux normes habituelles de la FDA (Brownstone, 2023). Debbie Wheeler (*Coordination of the Global Pandemic Response*, 2024) y voit l'application d'un *playbook* de biosécurité, mêlant DoD et UK Biosecurity Centre. D'autres, comme Frank Gaffney ou Michael Rectenwald, suggèrent une guerre hybride d'origine chinoise, conjuguant

dissémination virale (accidentelle ou non) et guerre de l'information pour déstabiliser l'Occident.

Face à ce qui pourrait s'apparenter à un conflit hybride, combinant virus, cyberattaques, désinformation et chocs économiques, la réponse des États a été, elle aussi, composite : confinements massifs, censure algorithmique, plans de relance colossaux. Ni strictement sanitaire, ni clairement militaire, cette réponse déjoue les catégories classiques. La grippe espagnole, avec une létalité de 2,5 % (*Lancet*, 2006), justifiait l'urgence par sa sévérité. Le Covid, à 0,23 %, semble avoir mobilisé d'autres ressorts – moins médicaux que décisionnels, médiatiques, voire pseudo-scientifiques.

La science™

À mesure que les récits se défont, un angle longtemps tabou ressurgit avec force : la manipulation de la science à des fins politiques.

L'affaire Surgisphere, surnommée « *LancetGate* », en est une démonstration spectaculaire. En mai 2020, *The Lancet*, l'une des revues médicales les plus influentes au monde, publie une étude concluant à la dangerosité de l'hy-

droxychloroquine, sur la base de données prétendument récoltées dans des centaines d'hôpitaux. Problème : ces données étaient entièrement fictives, fournies par une obscure société américaine, Surgisphere, aux affiliations douteuses (*The Guardian*, UK, 2020). Malgré l'absence de relecture indépendante, l'étude est immédiatement reprise par l'OMS et plusieurs gouvernements pour justifier l'interdiction du médicament. L'article est rétracté quelques semaines plus tard (*The Lancet*, 2020), mais la décision politique avait déjà précédé la vérification scientifique. Pourtant, l'hydroxychloroquine, testée dès 2005 contre le SARS-CoV-1, avait montré une action antivirale prometteuse dans une étude cosignée par des chercheurs du NIH (*Virology Journal*, US, 2005), sous la direction d'Anthony Fauci – qui, quatorze ans après, sera l'un des plus fervents opposants à l'usage de cette molécule.

Livermectine, autre traitement générique au profil de sécurité élevé et aux effets potentiellement bénéfiques, subit un sort similaire. Médicament « essentiel » selon l'OMS, utilisé dans plus de 60 indications à travers le monde, elle devient soudain un objet de moquerie : on la qualifie de « vermifuge pour chevaux » dans

les médias américains (*CNN*, US, 2021), sans prendre en compte les nombreuses recherches encourageantes menées à l'époque. En France, un épisode troublant alimente ce malaise. En 2020, une maison de retraite de L'Isle-d'Espagnac administre de l'ivermectine à ses résidents dans le cadre d'un traitement contre la gale. Le personnel observe alors une réduction de la mortalité due au *Covid*. Un protocole informel émerge, mais le médecin à la barre est sèchement réprimandé par le Conseil national de l'Ordre des médecins pour avoir défié les directives (*France Soir*, FR, 2021 ; *Le Monde*, 2021).

En Allemagne, les « RKI Files » révèlent en 2024 un autre mécanisme : une capture silencieuse de la recherche par les autorités. Ces documents du Robert Koch-Institut – l'agence fédérale de santé publique responsable de la veille épidémiologique –, obtenus par le média *Multipolar* après une longue bataille judiciaire, et complétés par des fuites internes, montrent que plusieurs scientifiques s'opposaient à certaines mesures, comme les confinements ou les fermetures d'écoles, jugées peu fondées au regard des données disponibles (*Multipolar*, DE, 2024). Mais les positions politiques l'ont emporté. Le rôle de l'institut s'est alors déplacé :

d'expertise indépendante, il s'est transformé en chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales.

Derrière ces différents cas se dessine une logique commune : le basculement de la science dans une fonction narrative, celle du scientisme, où le récit prend le pas sur la démonstration. Le doute a été méthodiquement évacué du débat et les contradicteurs discrédités. Pourquoi ? Peut-être parce que, dans les doctrines de biosécurité, face à une attaque virale, le vaccin devient l'outil central – et non négociable – de la contre-offensive. Il ne peut être remis en question sans fragiliser l'ensemble du dispositif. Comme l'a analysé le Brownstone Institute, la gestion de la pandémie semble avoir suivi un *playbook* sécuritaire, où l'objectif n'est plus tant de soigner que de stabiliser et contrôler (*Brownstone.org*, US, 2023). Et si possible, avec des injections – administrées vite, en masse, dans des vaccinodromes standardisés, loin de toute médecine individualisée, loin de toute écoute du corps ou du patient.

Les vaccins à ARNm

Considérés comme la clef de voûte de la riposte sanitaire, les vaccins à ARNm sont

désormais interdits à la prescription dans plusieurs États américains, dont l'Idaho (*Idaho House Bill 154*, 2024). Que s'est-il passé depuis la pandémie ? Des effets secondaires validés par les autorités, et un récit officiel démenti sur plusieurs points essentiels – une double faute grave, quand il s'agit de santé publique.

Commençons par les fondamentaux. Ces produits relèvent, techniquement, de la thérapie génique : ils introduisent de l'ARN messager dans nos cellules pour qu'elles fabriquent une protéine virale – la fameuse Spike – et déclenchent une réponse immunitaire (*PMC*, 2023). C'est, de l'avis même des régulateurs, la définition d'une thérapie génique. Pourtant, les autorités concernées – FDA aux États-Unis, EMA en Europe – ont préféré les désigner comme des « vaccins » (*European Parliament*, 2024). Un terme chargé d'un imaginaire rassurant, qui évoque la variole, la rougeole, les grandes victoires sanitaires du XXe siècle. À l'inverse, « thérapie génique » renvoie à une intervention plus récente, plus invasive, dans l'intime du vivant. Ce changement d'étiquette n'est pas anodin : en plus d'une acceptation facilitée par la population, il permet d'éviter les exigences réglementaires plus strictes qui enca-

drent les thérapies innovantes et d'ouvrir un canal de validation d'urgence.

Jusqu'en 2020, la technologie de l'ARNm n'avait jamais été employée à grande échelle. Pendant vingt ans, elle est restée cantonnée aux laboratoires : quelques essais contre le cancer, le Zika ou la grippe, souvent sur des rongeurs, rarement sur l'humain (*Nature Reviews Immunology*, 2021). Et puis, en l'espace de quelques mois, treize milliards de doses sont injectées. Une méthode expérimentale, déployée à l'échelle mondiale. Une première qui, au minimum, aurait mérité un débat public rigoureux.

À cela s'ajoute la nature même du virus. Le SARS-CoV-2 est un virus à ARN, donc instable par définition. Chaque heure, il se réinvente. Vous vous rappelez d'Alpha, de Delta, d'Omicron ou de XBB. Mais, à ce jour, plus de 22 000 mutations distinctes ont été identifiées dans son génome (*ScienceDirect*, 2024). Pour qu'un vaccin fonctionne durablement, il doit s'appuyer sur une région du virus restée inchangée – ce que l'on nomme un épitope conservé. Or ces régions, bien que connues, n'ont pas été retenues comme cibles prioritaires. Le vaccin ne pouvait donc être que partiellement effi-

cace, et sans doute bien moins que l'immunité naturelle, qui garde une mémoire plus large de l'agent pathogène (*Science Immunology*, 2022). Il existe aussi un effet de bord : celui de la pression vaccinale, qui accélère la dynamique mutagène (*PLOS Pathogens*, 2021). Un vaccin administré en pleine pandémie peut, paradoxalement, précipiter l'apparition de variants. Le résultat ? Une spirale mutagène : de nouveaux variants, des échappements immunitaires, des rappels toujours plus fréquents – et de moins en moins utiles. Lors de la crise du *Covid*, les formules n'ont été adaptées qu'à deux occasions : une fois pour Delta, puis pour Omicron BA.4/BA.5 – chaque fois trop tard (*FDA.gov*, 2022).

Parallèlement, l'argument de l'immunité collective a structuré le discours public. On nous assurait qu'à partir de 70 %, puis 90 % de vaccinés, le virus disparaîtrait (*WHO*, 2021). Mais dès 2021, plusieurs études soulignaient qu'un virus aussi instable, circulant chez les animaux – visons, cervidés, chats – ne pourrait jamais être éradiqué par la seule vaccination humaine dans le cas d'une zoonose active (*Lancet Microbe*, 2021 ; *BMJ*, 2022). Un objectif irréaliste, présenté comme un devoir de solidarité. Mais au fond, un mirage.

« *Vaccinez-vous pour protéger vos proches* », nous répétait-on. Mais, d'un point de vue immunologique, l'argument tenait difficilement. Les vaccins ARNm sont injectés en intramusculaire. Or, cette voie ne stimule pas les anticorps mucosaux (IgA), ceux qui neutralisent le virus à son point d'entrée, dans le nez ou la gorge (*Journal of Clinical Investigation*, 2021). Elle déclenche une réponse dite systémique, qui circule dans le sang (IgG, cellules T), efficace pour prévenir les complications, mais presque inutile pour empêcher la contamination d'autrui. Une limite majeure, que Pfizer admettait dès 2020 : « *Pas de données sur la transmission* » (*Reuters*, 2020). Pourtant, le récit collectif est demeuré le même.

Autre sujet sensible : la biodistribution du produit. Les autorités ont affirmé que le vaccin « *restait dans le bras* ». Mais les recherches animales, accessibles dès 2020, démontrent que les nanolipides transportant l'ARNm se diffusent largement : foie, rate, ovaires, cerveau (*Pfizer PMDA Report*, 2020 ; *EMA*, 2021). Ces organes sont riches en récepteurs ACE2 – les mêmes que cible le virus et que la protéine Spike peut endommager. Les vecteurs lipidiques utilisés – appelés ALC-0315 et SM-102 – n'avaient jamais

été autorisés chez l'humain avant 2020. Or, leur distribution dans des tissus sensibles soulève des inquiétudes sur d'éventuels effets différés, notamment en l'absence d'étude de pharmacocinétique à long terme. Plusieurs publications signalent leur potentiel inflammatoire élevé, ainsi que des conséquences toxiques sur les cellules du foie et du cerveau (*Journal of Controlled Release*, 2021 ; *Biochemical Pharmacology*, 2022). Le contrôle de cette biodistribution aurait dû faire l'objet d'un suivi rigoureux. Il ne l'a pas été.

La question des enfants mérite elle aussi une attention particulière. Leur taux de survie dépasse 99,99 % (*Nature Medicine*, 2021). Les formes graves sont exceptionnelles. Pourtant, ils ont été inclus dans la campagne, au nom d'un devoir de solidarité. Mais cette justification s'effondre si l'on admet – comme on le sait désormais – que la transmission n'était pas freinée. En revanche, les effets secondaires, eux, sont bien documentés : myocardites chez les adolescents, notamment les garçons (*Circulation*, 2022). Une étude suisse a détecté des lésions cardiaques asymptomatiques dans 1 cas sur 39 (*University of Basel*, 2022). Ces lésions sont irréversibles, car le cœur ne se régénère

pas (*Journal of Pathology*, 2016). Des enfants vaccinés ont donc peut-être subi des atteintes durables, souvent passées inaperçues, faute de suivi cardiaque spécifique.

En 2025, de nouvelles découvertes scientifiques renforcent ces doutes. Des contaminants d'ADN sont identifiés dans les flacons – à des niveaux 10 à 20 fois supérieurs aux normes (*Kevin McKernan, 2024 ; ScienceDirect, 2025*). Transportés par les nanolipides jusqu'au noyau cellulaire, ces fragments présentent un risque théorique d'intégration génétique. D'autres études révèlent un taux d'erreur élevé dans la lecture de l'ARNm, produisant des protéines mal repliées, potentiellement neurotoxiques (*Nature Communications, 2025 ; Molecular Therapy Nucleic Acids, 2024*). La Spike, qu'on croyait éphémère, est détectée jusqu'à six mois après la piqûre (*Journal of Pathology, 2025*). Elle traverse aussi le placenta et déclenche une réponse immunitaire chez le fœtus (*Obstetrics & Gynecology, 2025*). Pourtant, les femmes enceintes ont été vivement incitées à recevoir cette piqûre – sans que les risques aient été pleinement explorés.

Ce texte ne conteste pas les principes de la vaccination, mais questionne la manière dont

ceux-ci ont été appliqués dans ce contexte précis. Il interroge une stratégie fondée sur une technologie nouvelle et validée dans l'urgence. Les effets secondaires désormais reconnus – myocardites, troubles menstruels, acouphènes (Sénat français, 2021 ; *BMJ*, 2022) – ne sont peut-être que les premiers signes visibles d'un spectre plus large. Le problème n'est pas seulement le risque, mais aussi l'effacement délibéré du consentement éclairé – pourtant garanti dans toutes les constitutions démocratiques. Si les autorités sanitaires connaissaient tout cela dès 2021, pourquoi avoir voulu vacciner toute la population ?

La nanotechnologie

Cette incursion dans les vaccins à ARNm nous ouvre un champ souvent ignoré du grand public : celui des nanotechnologies. Les nanoparticules lipidiques des injections, chargées de transporter l'ARNm jusqu'à nos cellules, en sont un exemple typique. Leur taille ? Environ 80 nanomètres, soit près de mille fois plus fines qu'un cheveu humain (*Nature Reviews Drug Discovery*, 2021). Et ce n'est pas tout : dans les chaînes de production, des grilles de graphène monocouche – presque aussi minces qu'un

atome – ont été testées pour purifier l'ARNm (*ACS Applied Materials & Interfaces*, 2022). Ces technologies de l'infiniment petit ne sont pas des détails : elles forment l'ossature même de cette nouvelle discipline, à la croisée de la biologie, de la physique des matériaux et de l'ingénierie moléculaire.

Ce domaine est né du rêve d'une médecine plus précise, plus spécialisée, moins intrusive. Une médecine capable d'intervenir de manière ciblée à l'échelle cellulaire, sans recourir au bistouri. Les propriétés uniques du graphène – conducteur, réactif aux champs électromagnétiques – ont permis d'imaginer des thérapies auto-assemblées, susceptibles de se déplacer dans le corps et d'agir de façon localisée. Dans les laboratoires avancés, des nanorobots sont aptes à transporter des molécules médicamenteuses jusqu'à des cellules cancéreuses, ou de réparer des organes, dirigés à distance. En 2022, l'université Beihang de Pékin a développé des micro-nanorobots pilotés par champ magnétique pour des applications biomédicales (*Advanced Intelligent Systems*, 2022). En 2024, Chris Zhang a optimisé leur locomotion dans les fluides corporels, les rapprochant des essais cliniques (*TrustMyScience*, 2024).

Mais ces avancées soulèvent aussi des enjeux géopolitiques et stratégiques majeurs. Car ces technologies ne sont pas neutres : leur puissance les rend fondamentalement ambivalentes – à la fois promesses de soin et potentielles armes d’attaque. Le DARPA (Département de la Défense des États-Unis) investit dans la nanorobotique militaire depuis plus de vingt ans (*Ricochets*, 2025). En 2006, le think tank *Center for a Responsible Nanotechnology* publie une série de textes fondateurs sur les risques des nanotechnologies, évoquant déjà la menace d’une « gelée grise » – une nuée de nanorobots capables de désintégrer la biomasse terrestre en quelques jours (*Scientific American*, 2006). Louis Del Monte, physicien, estime que les nanoarmes constitueront la prochaine révolution militaire, plus déstabilisante encore que le nucléaire (*Ricochets*, 2025). Ray Kurzweil, conseiller de l’armée américaine, appelle à la mise sur pied d’un « système immunitaire artificiel global » à base de nanorobots défensifs et auto-répliquants – la « gelée bleue » (*Scientific American*, 2006). Et cette fiction spéculative entre en résonance avec le réel. En 2024, le Japon, suivi par plusieurs institutions européennes, valide l’expérimentation de

vaccins à ARNm auto-réplicants (*Nature Biotechnology*, 2024). Ces vaccins, en théorie, se multiplient dans l'organisme pour prolonger leur efficacité. Certains chercheurs s'interrogent : pourraient-ils être transmissibles d'un individu à l'autre ? Les débats sont ouverts, mais la frontière entre soigner et reprogrammer devient incertaine.

Ces inquiétudes sont de plus en plus discutées dans les sphères politiques. En Europe, la Commission européenne a lancé en 2022 une consultation publique sur l'encadrement des nanomatériaux dans les produits de santé, reconnaissant un vide juridique préoccupant (*European Commission*, 2022). Plusieurs euro-députés ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de protocole éthique clair et de traçabilité technologique. À ce jour, aucune convention internationale ne régule explicitement l'usage des nanotechnologies à des fins militaires ou civiles, contrairement aux armes chimiques (Traité de 1972) ou biologiques. L'ONU a bien évoqué en 2023 la nécessité d'un cadre global sur les biotechnologies émergentes, mais les discussions restent à l'état de vœux pieux (UNIDIR, 2023). Pendant ce temps, la Chine, les États-Unis et la Russie continuent d'investir

massivement dans la nanodéfense (*Ricochets*, 2025).

Dans ce contexte, certains chercheurs indépendants – et certaines officines – redoutent qu’un saut technologique silencieux ait déjà eu lieu. En Espagne, le groupe *La Quinta Columna*, dirigé par Ricardo Delgado, affirme avoir détecté des structures auto-assemblées dans les vaccins ARNm, en utilisant des techniques comme la microscopie optique et la spectroscopie Raman. Selon leurs rapports, non publiés dans des revues scientifiques, ces structures pourraient contenir de l’oxyde de graphène (*La Quinta Columna*, 2021). Ils vont jusqu’à suggérer que les formes géométriques atypiques observées dans les doses pourraient être des nanorobots, capables de s’activer à distance. Ces allégations, bien qu’invalidées par la communauté scientifique – l’EMA et des experts indépendants ont confirmé l’absence de graphène dans les vaccins (*Reuters*, 2021) – posent une question légitime : à partir de quand une technologie devient-elle trop complexe pour rester compréhensible, vérifiable, débattue ? D’autres voix, comme celle de Lorena Diblasi, une chercheuse argentine, ont relayé des thèses similaires, prétendant avoir

détecté de l'oxyde de graphène dans divers vaccins, sans que ces analyses soient approuvées par des pairs. Ces indices, quoique marginaux, alimentent un doute persistant sur la transparence des sciences émergentes.

Le paradoxe est là. Ces technologies, qui ouvrent des voies extraordinaires pour la médecine, peuvent aussi court-circuiter toute capacité de suivi public ou de débat démocratique, en rendant les mécanismes invisibles, miniaturisés, silencieux. Pire encore : certains chercheurs redoutent qu'elles puissent, un jour, être activées à distance, par ondes, rayonnements ou signaux lumineux. On comprend dès lors pourquoi la 5G, largement dominée par Huawei, est parfois perçue dans certains états-majors comme une extension du champ de bataille (*The Guardian*, 2023). Un réseau sous contrôle étranger pourrait, théoriquement, servir de vecteur de déclenchement à distance pour des agents nanotechnologiques – à des fins sanitaires, sécuritaires, ou coercitives (*Ariase*, 2022).

Dans ce contexte, la vaccination de masse cesse d'apparaître uniquement comme une mesure de santé publique. Elle peut aussi s'interpréter comme une contre-mesure straté-

gique, inscrite dans une logique de défense face à une agression biologique ou nanotechnologique. Cette hypothèse n'est pas nouvelle. Dès 2010, le Department of Homeland Security évoquait les vaccins comme un outil clé pour renforcer la résilience en cas d'attaque biotechnologique (*Quadrennial Homeland Security Review*, 2010). En 2023, un rapport de l'OTAN sur la biosécurité hybride mentionne explicitement les vaccins à ARNm comme un dispositif de réponse rapide en situation de guerre non conventionnelle, y compris pour contrer des agents modifiés ou auto-réplicants (*NATO STO Report*, 2023). L'approche défensive prévaut : lors d'une contamination suspectée, il faut injecter vite, partout – quitte à court-circuiter les garde-fous traditionnels. Mais à quel prix ?

La vaccination de masse devient dès lors une intervention à plusieurs visages : mesure médicale, choix géopolitique, levier de contrôle social. Car au-delà de l'immunisation, elle redéfinit les normes, collecte et centralise les données, réorganise les priorités de l'appareil d'État et repousse les limites du droit sanitaire. Le geste n'est alors plus seulement thérapeutique : il s'impose comme un acte de gouvernement dans une guerre hybride.

Les coronavirus

Bien avant 2020, les coronavirus étaient déjà considérés comme des agents pathogènes à potentiel pandémique. Depuis le SARS-CoV-1 en 2003 et le MERS en 2012, ils figurent sur les listes de surveillance de nombreux instituts de santé et agences de défense biologique. Leur structure simple – un brin d'ARN encapsulé – les rend relativement faciles à manipuler en laboratoire, notamment dans les programmes de gain de fonction.

Dans les doctrines de biosécurité émergentes, ces virus ne sont plus de modestes objets de recherche : ils se muent en instruments d'action, à la frontière du soin, de la dissuasion et de la stratégie. Certains experts militaires les envisagent comme des armes asymétriques. Celui qui en contrôlerait la dissémination et le remède pourrait frapper sans s'exposer, affaiblir l'adversaire tout en protégeant ses propres forces. Dans ce scénario, l'accès au vaccin devient une monnaie d'échange : une promesse de survie conditionnée à une forme de dépendance.

Comme évoqué plus haut, les coronavirus, en raison de leur instabilité génétique, se prêtent mal aux stratégies vaccinales. Le

SARS-CoV-1 – proche à 79,6 % du SARS-CoV-2 (*Nature*, UK) – avait mobilisé plus de dix ans de recherches, sans qu'aucun vaccin n'aboutisse. Même si la science a depuis accompli des progrès notables, cet échec contraste fortement avec l'apparition, en quelques mois, d'un vaccin déployé à l'échelle mondiale.

Dès 2005, le laboratoire P4 de Wuhan engage des travaux sur ces virus (*Science*, US), alimentant les craintes d'un usage dual. Le centre se retrouve logiquement, en 2019, au cœur des soupçons : ceux d'une possible fuite, volontaire ou accidentelle, d'un pathogène manipulé. Des inquiétudes qui résonnent avec la montée des tensions autour de l'Empire du Milieu.

La Chine

Dans le nouvel échiquier technologique et géopolitique, la Chine s'affirme comme une puissance systémique, capable d'exercer une influence simultanée sur les flux économiques, les standards numériques, les rapports de force militaires et les récits culturels. En matière de biotechnologies, de cybersécurité ou de nanosciences, elle ne joue plus les outsiders. Selon une enquête du journal britannique *The Guardian*, Pékin domine 33 des 47 domaines jugés

critiques pour l'avenir – de l'intelligence artificielle aux technologies quantiques, en passant par la robotique médicale (*The Guardian*, 2023). Une avance méthodique, patiemment construite. La Chine ne conquiert pas : elle tisse. Son projet ? Redessiner la carte du monde. Par la technologie, avec Huawei, qui installe ses équipements jusqu'au cœur des capitales occidentales (*Foreign Policy*, 2020). Par le commerce, avec la « nouvelle route de la soie », un réseau d'infrastructures portuaires et ferroviaires qui relie l'Asie à l'Europe en contournant les anciens centres de pouvoir (*Brookings Institution*, 2022). Par l'industrie : de l'électronique à la pharmacie, nombre d'entreprises de l'Ouest dépendent désormais de ses chaînes de production – efficaces, peu coûteuses, difficilement substituables (OECD, 2021).

À cela s'ajoute une emprise géo-économique de plus en plus affirmée. Sur les littoraux, Pékin détient ou contrôle aujourd'hui des ports clés : Gwadar au Pakistan, Le Pirée en Grèce, Hambantota au Sri Lanka, Djibouti en Afrique (*CSIS*, 2023). Pékin multiplie ses participations dans les groupes occidentaux, ciblant des secteurs sensibles : batteries, semi-conducteurs, métaux rares (European Commission, 2023).

Énergétiquement, la Chine prépare l'après-pétrole à sa manière. Elle investit massivement dans le solaire et le nucléaire civil, développant notamment une flotte de réacteurs au thorium – une ressource abondante, peu proliférante et hautement stratégique (*Nature Energy*, 2023).

Militairement, elle dispose de la plus grande armée du monde en nombre – plus de deux millions de soldats actifs –, avec une marine désormais supérieure en tonnage à celle des États-Unis (US Department of Defense, 2023). Ses capacités cyber, sa stratégie d'influence globale et son usage maîtrisé de la désinformation en font un acteur de premier plan des conflits hybrides (*RAND Corporation*, 2022).

Politiquement, son influence s'étend dans les enceintes internationales : ONU, OMS, G20. La Chine investit dans la diplomatie multilatérale, place ses cadres dans les agences clés. Son rôle fort dans l'Agenda 2030, bien qu'en apparence aligné sur les objectifs de développement durable, suscite des réserves : certains analystes y voient un risque de captation des normes mondiales au service d'intérêts nationaux – une manière d'imposer, sous couvert de coopération, une vision autoritaire de la gouvernance globale (*UN Watch*, 2023).

Cette montée en puissance ne passe pas inaperçue. Elle alimente les tensions, en particulier avec les États-Unis, où elle est perçue non plus comme une simple rivale économique, mais comme un adversaire stratégique. En 2020, Mike Pompeo, alors secrétaire d'État, résume ce tournant : « *Le Parti communiste chinois est la principale menace de notre époque* » (*France 24*, 2020). Derrière cette formule se lit une inflexion profonde : la Chine n'est plus seulement l'usine du monde, mais une nation capable de remodeler les équilibres, en conjuguant efficacité industrielle, autorité politique et avance technologique.

Mais ce qui inquiète autant que sa puissance matérielle, c'est son imaginaire. Là où l'Occident doute de lui-même, miné par une crise de sens, la Chine s'ancre dans une continuité impériale où le temps long prévaut sur l'événement, et où l'harmonie sociale justifie la discipline collective. Son horizon n'est pas celui de la prochaine élection, mais celui d'un cycle civilisationnel.

Cette Chine conquérante porte la marque d'un homme : Xi Jinping. Il incarne une gouvernance qui conjugue ambition technologique, autoritarisme assumé et projection globale.

Xi Jinping

Né en 1953, Xi Jinping s'impose à partir de 2012 comme l'architecte d'une Chine nouvelle. Fils d'un compagnon de Mao tombé en disgrâce sous la Révolution culturelle, il incarne une revanche historique – et un projet d'hégémonie planifié.

Dès 2015, Xi amorce une fusion entre innovations technologiques et objectifs militaires, à travers une stratégie d'« intégration civilo-militaire » qui efface délibérément la frontière entre recherche civile et applications défensives (*Reuters*, UK, 2016).

Déjà sous tension, les relations sino-américaines basculent en 2018, lorsque Donald Trump déclenche une guerre tarifaire. Xi répond par un recentrage stratégique : autonomie industrielle, alliances régionales et repli tactique sur le marché intérieur (*Reuters*, US, 2018).

Sous sa direction, la Chine devient une puissance techno-autoritaire assumée, mettant en avant la 5G comme vitrine de son « rêve chinois » – une ambition d'expansion globale portée par ses infrastructures numériques. Huawei en est le bras opérationnel – un cheval de Troie aux portes du monde occidental.

Huawei

Fondée en 1987 par Ren Zhengfei, ancien ingénieur de l'armée chinoise, Huawei s'impose rapidement comme un géant des télécoms, en particulier dans le domaine de la 5G, où son avance inquiète les concurrents occidentaux. En 2020, l'entreprise détient 30 % du marché mondial des équipements, devançant Nokia et Ericsson, et voit ses infrastructures critiques – antennes, réseaux, serveurs – s'ancrer dans le tissu numérique de nombreuses démocraties libérales (*Bloomberg*, US). Mais cette montée en puissance alarme les services de renseignement occidentaux.

Dès 2012, un rapport du Congrès américain évoque la présence de possibles *backdoors* dans les appareils de Huawei, soupçonnés de permettre des intrusions à des fins d'espionnage (*Congressional Report*, US). Ces soupçons s'intensifient au fil des années. En 2018, l'Australie interdit les matériels 5G fournis par Huawei sur son territoire (*Reuters*, AU), suivie par la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni en 2020 (*The Times*, UK).

Le 1er décembre 2018, Meng Wanzhou – directrice financière de Huawei et fille du fondateur – est arrêtée à Vancouver à la demande

des États-Unis. Elle est accusée de fraude bancaire pour avoir orchestré, via une filiale-écran, des opérations contournant l'embargo américain sur l'Iran (*DOJ*, US, 2019). Assignée à résidence pendant près de trois ans, elle est libérée le 24 septembre 2021, après un accord conclu avec le Département de la Justice américain (*NYT*, US, 2021). En parallèle, l'administration Trump interdit aux entreprises américaines de collaborer avec Huawei (*Commerce Dept*, US, 2019).

Ren Zhengfei dément fermement tout lien direct avec les services de renseignement de Pékin (*SCMP*, CN, 2019), bien qu'une loi de 2017 oblige légalement toutes les entreprises du pays à coopérer avec les services de sécurité (*Der Spiegel*, DE, 2021).

Avec 180 000 employés et un chiffre d'affaires de 136 milliards de dollars en 2020, Huawei reste un pilier du programme « Made in China » – symbole à la fois de la puissance technologique chinoise et des tensions qu'elle cristallise sur la scène internationale (*Huawei Report ; Foreign Policy*, US, 2020).

Mais le front technologique ne s'arrête pas aux télécoms. La recherche biomédicale, plus discrète, avance elle aussi à pas stratégiques.

Le labo P4 de Wuhan

Inauguré en 2018 à Wuhan, ce centre de haute sécurité est l'aboutissement d'un partenariat scientifique franco-chinois entamé en 2004 (*Radio France*, FR). Conçu avec l'appui de BioMérieux – également impliqué dans le P4 de Lyon –, il concentre ses recherches sur les virus émergents, en particulier les coronavirus du type SARS (*Science*, US; *Nature*, UK, 2017). Longtemps présenté comme un fleuron de la virologie chinoise, le laboratoire intrigue cependant par sa possible vocation double – à la fois civile et militaire (*Reuters*, UK, 2016).

Dès 2018, des télégrammes diplomatiques américains signalent des failles de biosécurité préoccupantes et une gestion laxiste des agents pathogènes (*Washington Post*, US, 2020). Entre 2014 et 2019, plusieurs projets du laboratoire sont financés par le NIH américain, via l'intermédiaire d'EcoHealth Alliance, une ONG spécialisée dans les zoonoses. Une partie de ces recherches relèvent du domaine controversé du « gain de fonction » – technique visant à rendre un virus plus transmissible ou virulent – à l'époque suspendue aux États-Unis après plusieurs incidents (*Nature*, US, 2014; *NYT*, US, 2021).

En février 2020, alors que les premiers cas viennent d'être recensés à Wuhan, Xi Jinping signe un décret renforçant la biosécurité dans les laboratoires – un geste interprété comme préventif ou réactif (*Xinhua*, CN). Un point précis retient l'attention : le virus présente un site de clivage de la furine, absent chez ses proches cousins. Jugée peu probable par simple évolution naturelle, cette singularité pousse plusieurs agences, dont le FBI, à ouvrir des enquêtes dès janvier 2020 (*Washington Post*, US ; *NYT*, US, 2021).

Malgré la priorité accordée en 2021 par l'OMS à la piste zoonotique, l'idée d'une fuite de laboratoire regagne peu à peu du terrain dans les cercles scientifiques, politiques et médiatiques. En 2023, plusieurs agences de renseignement américaines la considèrent comme vraisemblable (*ODNI*, US). Deux ans plus tard, l'Académie des sciences française la qualifie d'« hypothèse la plus probable » – sans écarter pour autant d'autres scénarios (*Le Télégramme*, FR). À mesure que l'enquête progresse, certaines figures scientifiques cristallisent les regards – révélant un monde de laboratoires où le vivant se manipule comme une matière première, entre secret, pouvoir et hubris.

Les savants du génome

Dans *CovidBattle*, le personnage du savant Chen Tao incarne Shi Zhengli, virologue chinoise née en 1964, surnommée « Bat Woman » pour ses explorations pionnières sur les coronavirus de chauves-souris. Depuis 2005, elle mène des recherches au laboratoire P4 de Wuhan (*Science*, US).

Shi Zhengli se retrouve rapidement au cœur des soupçons. En cause : ses travaux sur le gain de fonction, une pratique consistant à modifier génétiquement des virus pour en accroître la transmissibilité chez l'humain – officiellement, dans un but préventif. Elle cosigne en 2015 une étude majeure, publiée dans *Nature Medicine*, avec des chercheurs américains : les auteurs y décrivent la création d'un virus chimérique, combinant un coronavirus de chauve-souris (*Rhinolophus affinis*) avec un squelette viral adapté à la souris, capable d'infecter des cellules pulmonaires humaines in vitro (*Nature Medicine*, US, 2015). Le projet, financé par les National Institutes of Health (NIH), suscite une vive inquiétude dans le monde scientifique. Simon Wain-Hobson, virologue à l'Institut Pasteur, s'alarme : « *Si ce virus s'échappait, sa trajectoire serait imprévisible* » (*Nature*,

UK, 2015). Richard Ebright, spécialiste en bio-sécurité, parle quant à lui d'« *un danger non naturel* » (*Science*, US, 2015).

Face aux accusations de fuite de laboratoire, Shi Zhengli réaffirme sa position ; en 2020, elle rejette tout incident interne et désigne le mode de vie mondialisé – les voyages, les marchés, la densité – comme facteur principal de diffusion du virus, pointant une responsabilité collective et, implicitement, occidentale (*SCMP*, CN, 2020). Dans ce climat de soupçon, c'est la légitimité même de l'OMS qui vacille – prise entre prudence diplomatique et pressions politiques.

L'OMS

Créée en 1948 sous l'égide de l'ONU, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) joue un rôle central dans l'orchestration de la santé publique mondiale, avec une enveloppe de 6,7 milliards de dollars prévue pour la période 2024-2025 (*WHO Budget*). Alors que les contributions étatiques restent stables, le financement privé a explosé : en 2020, il représente près de 80 % des ressources de l'organisation (*Reuters*, UK). Parmi les mécènes les plus importants figurent la Fondation Gates, avec 605 millions de dollars sur la période 2022-2023 (*Gates Foundation*,

US), et l'industrie pharmaceutique, notamment via l'alliance vaccinale GAVI.

En mai 2009, à la veille de l'épisode *H1N1*, l'OMS revoit la définition officielle de pandémie. Le critère de mortalité élevée est retiré, seule la vitesse de transmission est désormais retenue (*WHO Archives*, 2005 ; WHO, 2009). Ce choix soulève alors de nombreuses critiques : plusieurs observateurs y perçoivent un glissement préoccupant, où les priorités sanitaires semblent de plus en plus influencées par des intérêts commerciaux (*Le Monde*, FR, 2010).

Lors des premiers mois de la crise, l'OMS relaie les données de Pékin sans réserve, adoptant une posture jugée trop conciliante par plusieurs États membres (*NYT*, US, 2020). En 2021, son rapport sur l'origine du *Covid*, très attendu, suscite plus de questions qu'il n'apporte de réponses : les conditions de l'enquête restent entourées d'opacité (*WHO Report*).

Dans le même temps, plusieurs initiatives multilatérales émergent. Le Pacte de Rome du G20 Santé, lancé en 2021, ambitionne de renforcer la coordination entre États (*WHO G20*, 2021). Un traité international sur les pandémies est également en discussion. Il vise à établir un cadre mondial contraignant pour les pro-

chaines crises sanitaires, mais soulève de vifs débats sur la souveraineté des États (*Reuters*, US, 2024). À l'écran comme à la tribune, un visage domine la réponse institutionnelle : celui du directeur général de l'OMS.

Tedros Adhanom Ghebreyesus

Figure centrale de la gestion de la pandémie, Tedros Adhanom Ghebreyesus pilote l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2017, après une carrière politique menée au sommet de l'État éthiopien. Avant son mandat international, il a été ministre de la Santé (2005–2012), puis des Affaires étrangères (2012–2016), au sein du gouvernement du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) – une formation d'inspiration marxiste-léniniste qui a dirigé l'Éthiopie de 1991 à 2018. Ses antécédents nourrissent chez certains observateurs des doutes sur son impartialité au début de la crise : liens anciens entre le TPLF et la Chine dans les années 1990, rencontre avec Xi Jinping à Davos en 2017 (*Foreign Policy*, 2020 ; *Xinhua*, 2017).

Le 31 décembre 2019, l'OMS relaie l'alerte venue de Wuhan, mais Tedros patiente plusieurs semaines avant de prendre position publiquement (*WHO Timeline*). Le 28 janvier 2020, il

loue la « *transparence* » de la Chine – malgré des retards manifestes dans la transmission des données (*BBC ; Nature*, 2020). Il faudra attendre le 30 janvier pour que l’OMS déclare l’état d’urgence sanitaire mondiale – une temporisation critiquée par de nombreux pays, notamment les États-Unis (*NYT*, 2020).

En mai 2020, Donald Trump l’accuse ouvertement de complaisance envers Pékin (*Politico*, 2020). Cette critique est reprise en 2023 dans un rapport du Congrès américain, et renforcée par plusieurs médias européens, dont *Der Spiegel* (2021). Malgré ces controverses et une image écornée dans plusieurs capitales occidentales, Tedros est reconduit à la tête de l’OMS en 2022 (WHO).

En parallèle, un autre acteur devient omniprésent dans la réponse globale à la pandémie – sans mandat électif ni formation médicale, mais avec la légitimité que lui confère le financement des principaux promoteurs de la vaccination de masse.

Bill Gates

Ancien magnat de l’informatique reconverti dans une philanthropie mêlant capital d’influence et stratégie sanitaire, Bill Gates émerge

comme l'une des personnalités les plus controversées de la gestion mondiale du *Covid*. Sa fondation figure parmi les principaux bailleurs de fonds de l'Organisation mondiale de la santé, devant la plupart des États membres (*Reuters*, UK, 2020). Par le biais de GAVI, l'alliance vaccinale qu'il cofinance, il promeut la vaccination de masse – tout en y investissant directement (*The Nation*, US, 2021). Gates admet lui-même avoir réalisé d'excellents placements dans le secteur vaccinal, avec un rendement « *supérieur à celui de la bourse* » (*CNBC*, US, 2019). En 2020, il injecte des capitaux importants dans BioNTech, CureVac, Moderna et GSK – ce qui, bien que légal, brouille la frontière entre générosité affichée et intérêt bien compris.

En Inde, ses campagnes de vaccination – notamment contre le HPV – suscitent des critiques sévères. Plusieurs ONG dénoncent un manque de consentement éclairé et des effets secondaires graves chez des adolescentes issues de milieux précaires (*BMJ*, UK, 2015). L'affaire n'aboutit à aucune condamnation, mais nourrit une méfiance durable.

Ses relations étroites avec la Chine interpellent. La Fondation Gates est implantée à Pékin depuis 2007, et collabore avec plusieurs

institutions chinoises. Microsoft, son ancienne entreprise, a ouvert en 2017 un laboratoire d'intelligence artificielle à Shanghai (SCMP, CN). En 2021, en pleine guerre d'influence entre grandes puissances, Gates saluera publiquement la « *réponse exemplaire* » de la Chine face à la pandémie (CNN, US).

En octobre 2024, une cour néerlandaise accepte d'examiner une plainte civile visant Bill Gates, l'OMS et GAVI pour désinformation vaccinale – une première judiciaire, même si aucune condamnation n'est prononcée (Reuters, NL, 2024). En janvier 2023, Gates reconnaît que les vaccins « *n'ont pas empêché la transmission* », tout en annonçant que « *le prochain virus pourrait être bien pire* » (Lowy Institute, AU).

Le rôle de Bill Gates ne s'est pas limité à la gestion de crise ; il s'est également inscrit dans une logique de prévoyance et de modélisation. En octobre 2019, quelques semaines avant l'émergence du SARS-CoV-2, la Fondation Gates coorganise avec le Forum économique mondial et la Johns Hopkins University un exercice prospectif intitulé Event 201. Cette simulation de pandémie planétaire, impliquant des experts de la finance, des industries phar-

maceutiques ainsi que des institutions internationales, anticipe avec une précision troublante les enjeux de communication, de coordination et de vaccination massive qu'allait poser le *Covid* quelques mois plus tard (*Johns Hopkins Center for Health Security*, 2019). De telles mises en scène ne relèvent pas du hasard : elles dessinent les contours d'un monde régi par la prévoyance algorithmique, l'ingénierie du consentement, et la fusion croissante entre secteur privé et pouvoir politique.

Proche de Bill Gates, une entité non élue mais influente incarne, plus que toute autre, cette vision du monde : centralisée, technocratique, tournée vers le système plus que vers l'humain, vers l'ingénierie des flux plutôt que vers la réalité sensible des existences.

Le Forum économique mondial (WEF)

Installé à Genève et bénéficiant d'un statut spécial d'organisation internationale reconnu par la Confédération suisse depuis 2015 (Conseil fédéral, 2015), le Forum économique mondial (WEF) incarne l'un des nœuds les plus visibles de l'interpénétration entre pouvoir politique, influence économique et agenda technocratique. Fondé en 1971 par l'économiste alle-

mand Klaus Schwab, le WEF se donne pour mission de « *façonner les agendas mondiaux, régionaux et industriels* ». Officiellement, il s'agit de faciliter les échanges entre décideurs politiques, grandes entreprises, leaders d'opinion et acteurs de la société civile. En pratique, il réunit chaque année, dans la station alpine huppée de Davos, un cénacle d'élites globales – PDG, chefs d'État, banquiers centraux, journalistes et experts –, venus discuter à huis clos du monde de demain.

Le Forum ne cache pas ses ambitions. Son slogan : *Committed to improving the state of the world* (« *S'engager pour améliorer l'état du monde* »). Mais sa proximité avec les grandes multinationales, sa structure opaque et son poids idéologique ont alimenté nombre de critiques, de droite comme de gauche. Le WEF n'est pas qu'un simple forum : il agit comme un accélérateur de réformes transnationales à visée progressiste, imposant ses diagnostics et ses solutions sans véritable ancrage démocratique.

En 2020, en pleine crise sanitaire, Klaus Schwab publie *The Great Reset*, un manifeste appelant à « profiter de la pandémie » pour refonder l'économie mondiale sur des

bases plus durables, inclusives et numériques (Schwab & Malleret, 2020). Ce projet de planification techno-progressiste ambitionne de redéfinir les rapports au travail, à la propriété, à la consommation et à la souveraineté. Il voit dans le choc pandémique une fenêtre d'opportunité historique pour faire advenir une « quatrième révolution industrielle » fondée sur la numérisation, l'intelligence artificielle et la gouvernance algorithmique (WEF, 2020).

Une phrase devenue virale cristallise l'ambiguïté de cette idéologie et alimente la controverse : « *Vous ne posséderez rien, et vous serez heureux* ». Issue d'une vidéo promotionnelle de 2016 (WEF, 2016), elle a été interprétée comme l'expression brute d'un projet de dépossession douce, maquillé en progrès.

Derrière ce slogan planétaire, un autre acteur demeure en retrait, mais omniprésent : la Suisse, hôte bienveillant des élites et incubateur silencieux des architectures globales.

La Suisse

La Confédération suisse, enclave alpine de 8,7 millions d'habitants, cultive officiellement sa neutralité depuis 1815 (Swissinfo, CH). Sous ce vernis, elle mêle un pacifisme reven-

diqué à un pragmatisme économique assumé : ses places financières, notamment Genève et Zurich, accueillent depuis longtemps des capitaux dont la traçabilité soulève parfois question (*The Guardian*, UK, 2021).

La Genève internationale constitue un nœud stratégique de la gouvernance mondiale. On y trouve l'ONU, l'OMS, GAVI ou encore le Forum économique mondial (WEF), autant d'organisations qui offrent à la Suisse un pouvoir d'influence feutré mais réel, en particulier dans les arbitrages diplomatiques et sanitaires – à l'image des pourparlers irano-américains de 2015 (*Reuters*, US, 2015).

Lors de la visite de Xi Jinping en janvier 2017, des manifestations dénoncent les atteintes aux droits du Tibet. Pour éviter toute friction, les autorités n'hésitent pas à faire décrocher des drapeaux tibétains suspendus aux balcons privés – une décision qui suscite un malaise jusque dans la presse internationale (*AFP*, FR).

En mai 2021, l'OMS ratifie un accord avec la Suisse pour implanter le BioHub à Spiez, un site ultra-sensible, placé sous supervision militaire, destiné à conserver, analyser et partager des agents pathogènes à haut risque – un paradoxe discret dans un pays neutre (*Swiss Govt*).

Durant la pandémie, la Suisse suit la ligne dure de ses voisins européens, tout en appliquant les restrictions avec davantage de flexibilité – officiellement au nom de sa souveraineté sanitaire et de sa culture de la modération. L'absence de consultation réelle soulève toutefois des interrogations sur un possible alignement avec le bloc atlantiste.

Sous l'impulsion de la ministre de la Défense Viola Amherd, adepte d'un rapprochement avec l'OTAN, le gouvernement envisage désormais une coopération militaire renforcée, incluant des exercices conjoints – signe que la pandémie a rebattu les cartes, jusque dans les bastions les plus sourcilleux de la neutralité helvétique. Dans ce contexte de réajustement géopolitique, la gestion de la crise sanitaire a reposé sur un ministre socialiste modéré, fervent partisan des institutions internationales.

Alain Berset n'a jamais dissimulé son soutien à l'OMS – qu'il qualifiait en 2019 de « pilier indispensable d'un multilatéralisme efficace » (*Swissinfo*, 2019) – ni son attachement à une vision européiste, régulièrement affirmée tant au sein du Conseil fédéral que lors de rencontres bilatérales avec Bruxelles (*Le Temps*, 2018 ; *RTS*, 2020).

Alain Berset

Né en 1972, Alain Berset dirige la politique sanitaire suisse pendant plus d'une décennie (2012–2023), à la tête du Département fédéral de l'intérieur. Originaire de Fribourg, ce politicien à la maîtrise calme – et au sourcil aussi reconnaissable que ses slogans – chapeaute la réponse helvétique à la pandémie en s'appuyant sur l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) (*Tages-Anzeiger*, CH, 2021).

Économiste de formation, Berset pilote la crise en répétant une formule devenue emblématique : « *Aussi vite que possible, aussi lentement que nécessaire* » (*Le Temps*, CH, 2020). Figure centrale de cette période, il suscite des avis contrastés : loué pour son sang-froid par certains, épingle par d'autres pour ses maladresses médiatiques et des anecdotes privées qui ont défrayé la chronique (*SRF*, CH, 2022).

Sa gestion n'a pas échappé aux controverses. L'affaire dite des « BersetLeaks » a révélé que son ancien chef de la communication aurait transmis des informations confidentielles à des journalistes, dans une tentative présumée d'influencer l'opinion publique et de peser sur les décisions du Conseil fédéral (*RTS*, CH, 2023). Si Berset a reconnu avoir été mis au courant de ces

échanges, il a nié en avoir approuvé le contenu (*Le Temps*, CH, 2023).

Un rapport de la Chancellerie fédérale, publié en 2022, souligne que le Département fédéral de l'intérieur, sous la houlette de Berset, a concentré la gestion de la crise au point de marginaliser d'autres départements – compromettant ainsi une approche plus transversale (Chancellerie fédérale, CH, 2022).

Dans *CovidBattle*, il est caricaturé aux commandes d'*AirSchwiizEis* (*AirSwissOne* en suisse allemand), clin d'œil à sa passion bien réelle pour le pilotage amateur sur Cessna. En août 2021, alors que la pandémie bat encore son plein, il est contraint par deux chasseurs français d'atterrir près de la base militaire d'Avord, l'une des plus stratégiques de France, pour une « inspection » aux motifs flous, entre erreur de plan de vol et ambiguïté sur l'identité de l'avion (*RTS*, CH).

En décembre 2023, il quitte le Conseil fédéral (*SRF*, CH). Le 18 septembre 2024, il est élu secrétaire général du Conseil de l'Europe – une transition de la politique intérieure à la haute diplomatie, saluée en Suisse comme dans plusieurs capitales européennes. Une nomination intervenue dans un contexte de fortes ten-

sions autour de la santé, des droits fondamentaux et des équilibres institutionnels (*RTS*, CH).

Lors d'une conférence de presse, Alain Berset s'est félicité de disposer d'une ligne directe avec les pharmas. La Suisse, et en particulier la région bâloise, concentre les fleurons de la branche pharmaceutique, attirés par une taxation avantageuse et une stabilité juridique durable. Parmi les entreprises implantées figure Moderna, qui a établi son siège européen à Bâle dès 2020. C'est aussi sur sol helvétique que s'ancre, en partie, l'essor de cette biotech américaine : soutenue à ses débuts par des capitaux genevois, elle s'est appuyée sur l'industrie locale pour produire ses doses destinées à l'Europe – et les facturer via sa filiale suisse, suscitant une interpellation au Parlement européen pour soupçon d'optimisation fiscale (Parlement européen, 2021 ; *Politico*, 2021).

Moderna

Fondée en 2010 à Cambridge, dans le Massachusetts, Moderna (contraction de *Modified RNA*), start-up de biotechnologie, se retrouve soudainement propulsée sur le devant de la scène mondiale avec son vaccin mRNA-1273, testé dès juillet 2020 (*NEJM*, US). Avant la

pandémie, son portefeuille reste limité : aucun médicament commercialisé, mais une valorisation boursière en constante ascension – un profil atypique qui suscitait déjà l'étonnement de nombreux analystes (*STAT*, US, 2016). L'entreprise affirme avoir conçu son vaccin en seulement deux jours – une prouesse technologique, revendiquée comme un symbole de l'agilité offerte par la plateforme mRNA. Un point particulier suscite toutefois de vives interrogations scientifiques : une séquence génétique brevetée par Moderna en 2016 (CTACGT, brevet US 9587003) se retrouve à la fois dans le SARS-CoV-2 et dans le vaccin mRNA-1273. Elle se situe précisément dans la région correspondant au site de clivage de la furine. Cette zone du génome viral, absente des autres coronavirus connus, facilite l'entrée du virus dans les cellules humaines (*Frontiers in Virology*, 2022). Des experts estiment la probabilité d'apparition spontanée d'une telle séquence à une sur trois milliards (*The Times*, UK, 2022) – une chance infime qui alimente les spéculations sur une possible origine non naturelle.

À la tête de Moderna, Stéphane Bancel, diplômé en biotechnologie et ancien PDG de BioMérieux, incarne cette ascension fulgurante.

Proche des réseaux d'influence internationaux, il est classé parmi les Young Global Leaders du Forum économique mondial (WEF), où il côtoie d'autres figures de l'innovation mondialisée. Avant de rejoindre Moderna en 2011, il dirigeait BioMérieux, une entreprise fondée par Alain Mérieux, dont les relations historiques avec la Chine – notamment via Peng Liyuan, épouse du président Xi Jinping – sont régulièrement évoquées (*Le Monde*, FR, 2020).

En 2022, Moderna engage une procédure contre Pfizer pour violation de brevets liés à la technologie mRNA. En mars 2025, elle remporte une victoire devant les tribunaux allemands, débouchant sur l'éventualité de redevances rétroactives (*Watson.ch*, CH, 2025). Ce jugement relance les hostilités entre géants du vaccin – et rouvre, plus fondamentalement, le débat sur la propriété des technologies développées avec de l'argent public.

Enfin, il convient de rappeler qu'au milieu des menaces et des tensions, une créature bien réelle a servi d'alibi. Le pangolin. Ni criminel, ni complice, simplement là au mauvais moment. Il ne réclame ni enquête, ni démenti. Juste qu'on le laisse tranquille.

Le pangolin

Petit chef-d'œuvre de l'évolution, le pangolin arpenté les forêts tropicales d'Afrique et d'Asie, discret et solitaire, protégé par ses écailles de kératine – des plaques cornées aussi résistantes que du cuir renforcé.

Ce n'est pourtant pas pour ces qualités qu'il s'est retrouvé propulsé au centre du récit pandémique. En février 2020, une étude chinoise identifie chez lui un coronavirus affichant une similarité de 99 % avec le SARS-CoV-2 (*Xinhua*, CN), le désignant comme hôte intermédiaire possible. La thèse est aussitôt reprise par de nombreux médias : l'animal devient un suspect idéal – rare, exotique, symbolique.

Mais dès l'été, des travaux menés notamment par Étienne Decroly (CNRS) nuancent cette version. La proximité génétique entre les deux virus n'est en réalité que de 90,3 % – un écart trop important pour justifier cette hypothèse d'intermédiaire (*Médecine/Sciences*, FR ; *Nature*, UK). Le 30 octobre 2020, les principales revues scientifiques enterrent discrètement le récit : le pangolin n'a probablement jamais eu de rôle à jouer (France Info, FR).

Il restera comme le bouc émissaire d'une histoire trop vite écrite – et trop rarement relue.

HORS-CHAMP FINAL

Que cherche à faire *CovidBattle* ? Renverser la perspective. Offrir une autre grille de lecture à un récit figé, où le doute a été systématiquement disqualifié. Cet essai avance une hypothèse critique : la pandémie n'a peut-être jamais été gérée comme une crise purement sanitaire. Les plans méticuleusement conçus depuis des années par l'OMS ou les États ont été écartés au profit de mesures inédites, parfois improvisées, souvent déroutantes – mais toujours justifiées, en apparence, par un état d'exception permanent.

Nous l'avons rappelé à plusieurs reprises, car c'est un repère essentiel : la létalité moyenne du *Covid-19*, estimée à 0,23 % (OMS, 2021), touche principalement des personnes âgées ou déjà gravement atteintes dans leur santé. Un tel profil épidémiologique aurait logique-

ment dû conduire à des protections ciblées, proportionnées, ajustées. Or c'est l'inverse qui s'est produit : suspension des libertés fondamentales, bouleversement de l'ordre constitutionnel, censure du débat scientifique, injection massive de fonds publics comme si la dette n'existait plus – au nom d'une urgence qui, objectivement, ne motivait ni l'ampleur ni la durée des dispositifs adoptés.

Dès lors, cet ouvrage se veut paradoxalement réconciliateur. Il ne s'agit pas de trancher entre culpabilité et innocence, mais de sortir des clivages binaires – pro ou anti, complotiste ou raisonnable – pour envisager une possibilité : celle d'un mensonge. Avoir maquillé une guerre hybride – ou son soupçon – en pandémie sanitaire. Si cette hypothèse est fondée, alors il faut admettre une chose : gouverner sous une telle contrainte n'a certainement pas été aisé. Il a fallu maintenir une narration cohérente, arbitrer entre intérêts divergents dans un contexte géopolitique explosif. Mais dans une démocratie digne de ce nom, un tel camouflage n'est pas excusable. C'est une offense faite au peuple. Car sans confiance, il n'y a plus de pacte social.

La géopolitique peut, ici, apporter un éclairage. Dénoncer frontalement la Chine, comme

Trump le fit en parlant de « Chinese Virus », c'eût été mettre le feu aux poudres – diplomatiquement, économiquement, militairement. Mais accuser Pékin, c'était aussi braquer le projecteur sur les responsabilités américaines : le financement par le NIH de recherches à haut risque au laboratoire P4 de Wuhan, via l'ONG EcoHealth Alliance, dirigée par le très influent Peter Daszak. Ce dernier coordonnait depuis 2014 plusieurs projets de gain de fonction sur des coronavirus de chauves-souris, alimentés par des fonds publics américains (NIH, 2014-2019). En février 2020, il orchestre une lettre dans *The Lancet*, signée par 27 scientifiques, condamnant « avec force » toute hypothèse de fuite de laboratoire et qualifiant ces soupçons de « théories conspirationnistes nuisibles » (*The Lancet*, 2020), inscrivant ainsi la crise dans une interprétation exclusivement sanitaire. En Europe, étroitement arrimée aux États-Unis via l'OTAN, personne n'avait intérêt à remettre en cause cette version.

Ce que dévoile cette exploration, enfin, c'est que la guerre a changé de forme. Elle ne passe plus seulement par les armes, mais par les flux, l'information, les réseaux. Le réel lui-même devient un champ de bataille. La technologie, si

pratique au quotidien, peut se retourner en instrument d'attaque. En 2023, plusieurs médias israéliens révèlent que des chefs du Hamas ont été ciblés par des téléphones piégés : des explosifs miniaturisés intégrés dans des batteries, déclenchés à distance via un signal crypté (*Haaretz*, 2023 ; *Times of Israel*, 2023). La 5G, maîtrisée par des acteurs étatiques, pourrait, en théorie, servir de canal d'activation pour des dispositifs biologiques. Les réseaux sociaux, dans une guerre de l'information, peuvent saboter une démocratie de l'intérieur. Une cyberattaque bien conçue peut désorganiser les chaînes logistiques d'un pays.

Relisez la crise du Covid sous cet angle. Les revirements sur les masques, les contrats secrets, les effets secondaires niés puis reconnus, les injonctions à vacciner les enfants, les personnes guéries, les femmes enceintes... Le langage martial – le « *Nous sommes en guerre* » d'Emmanuel Macron, martelé six fois en une seule allocution... Les QR codes, les vaccinodromes, les discours en boucle sur l'immunité collective... Les mots qu'on n'avait plus le droit de dire, les chercheurs discrédités, les questions interdites... Un virus, trois morts sur mille, et un monde changé à jamais.

GLOSSAIRE

ACE2 : Enzyme de conversion de l'angiotensine 2, récepteur cellulaire clé du SARS-CoV-2.

ALC-0315/SM-102 : Composés lipidiques utilisés comme vecteurs pour transporter l'ARNm dans les vaccins.

ARNm : Acide ribonucléique messenger, utilisé dans les vaccins pour produire une protéine virale.

BMJ : *British Medical Journal*, revue médicale britannique de référence.

CDC : Centers for Disease Control and Prevention, agence de santé publique des États-Unis.

CNRS : Centre national de la recherche scientifique (France).

DARPA : Agence de recherche du Département de la Défense des États-Unis.

DoD : Department of Defense, ministère américain de la Défense.

EMA : Agence européenne des médicaments, autorité de régulation pour les produits de santé.

FBI : Bureau fédéral d'enquête des États-Unis.

FDA : Food and Drug Administration, autorité sanitaire américaine.

GAVI : Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, cofinancée par la Fondation Gates.

IgA/IgG : Types d'anticorps produits par le système immunitaire.

IFCN : International Fact-Checking Network.

NIH : National Institutes of Health, institut de recherche biomédicale aux États-Unis.

NCTV : Centre national de coordination antiterroriste et de sécurité des Pays-Bas.

NEJM : *New England Journal of Medicine*, revue médicale américaine.

OFSP : Office fédéral de la santé publique (Suisse).

OMS : Organisation mondiale de la Santé.

P4 : Laboratoire de haute sécurité biologique (niveau 4).

RKI : Robert Koch-Institut, centre allemand de référence en épidémiologie.

RNA/mRNA : (messenger) ribonucleic acid, molécule porteuse d'information génétique.

SARS-CoV-1/SARS-CoV-2 : Coronavirus responsables des épidémies de 2003 et 2019.

Spike : Protéine de surface du SARS-CoV-2 ciblée par les vaccins à ARNm.

UNIDIR : Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Wuhan Institute of Virology (WIV) : Institut de virologie chinois abritant le laboratoire P4.

WEF : World Economic Forum, organisation basée à Genève, organisatrice du forum de Davos.

Young Global Leaders : Programme du WEF destiné à former les futurs leaders mondiaux.

SOURCEOTRON

Berset, Alain (2024). *Fromage, Fédéralisme et Force tranquille*. Consensus Editions.

OMS & Club Med (2022). *Passeport Sanitaire et Ressources Humaines*. Éditions Plage & Prérrogatives.

Mike Remeex (2025). *Truth FM : dix ans sous mon bonnet d'alu*. Self-published, cornflakes edition.

Trusted News Initiative (2022). *Trusted Truths for Troubled Times™*. Avec Google, Pfizer, et un mystérieux troisième acteur.

Agence Spatiale Glurxienne (∞). *Observation : extinction douce de la planète 3B-2H (Terre)*. Section entomologique.

Ministère de la Vérité (2021). *Glossaire des récits autorisés*. Mise à jour toutes les six semaines. Expire sans prévenir.

Comité des Intervalles d’Incertitude (UE-FR) (2020-2022). *Nous sommes en guerre (ou pas)*. Vingt-sept versions, toutes valides.

Zhang, L. (2014). *De la chauve-souris au buffet : transmissions silencieuses et gastronomie confuse*. Wuhan Culinary Press.

Gavi, Bill. (2021). *Du Davos dans les veines : pour une immunité à taux variable*. Éditions Anticorps.

McGunner, B. (2024). *Warp Speed : un mode de vie*. Pentagon Self Publishing.

Shi, Z. & Tao, C. (2023). *Réflexions sur les ciseaux génétiques et la coiffure de laboratoire*. HairScience Global.

Tedros, T. (2023). *Transparence relative et coopération constructive : 7 discours pour ne rien dire*. OMS Archives.



ecoprint

Imprimé en Belgique sur un papier
écologiquement responsable (mais
personne n'a vraiment vérifié).

Née en 1978 à New York, Lucy Adams se forme en sciences politiques avant de se tourner vers le journalisme. Dès 2003, elle couvre les conflits aux quatre coins du globe en tant que grand reporter. Dans ce court essai, elle livre une lecture inattendue de la crise Covid, qu'elle traite comme une allégorie géopolitique des tensions entre blocs. Son style emprunte à l'ironie cosmique de Douglas Adams – qu'elle admire sans lien de parenté – pour rappeler que la réalité terrestre, parfois, dépasse la fiction galactique.

